

homme de foi sincère. M. Casoni était le rédacteur de l'*Unione* de Bologne ; antérieurement, il était collaborateur du journal l'*Ancora* et du *Giornale di Roma* ; et au commencement de la révolution il écrivait dans l'*Eco*, journal que persécutèrent les libérateurs des Romagnes. M. Casoni a fait ses premières armes dans ces temps où la défense de l'Eglise exposait au poignard d'un siccaire ou à la prison.

L'Espagne vient encore de changer de gouvernement. Ces changements fréquents sont dans les mœurs du peuple espagnol. Du moment qu'un ministère a accompli le programme qui l'avait porté au pouvoir, assez souvent on lui dit que son utilité a cessé. S'il ne s'exécute pas de bonne grâce, il est exposé à finir de mort violente. M. Canovas succède donc à M. Sagasta. Les deux hommes se valent presque, et l'expérience du passé est là, pour attester que les intérêts religieux ne sont guère plus en sûreté avec un parti qu'avec l'autre. En effet, M. Canovas, pas plus que M. Sagasta, n'a fait droit aux réclamations de l'épiscopat au sujet de la situation misérable faite à l'Eglise au point de vue, soit de la réparation des églises, soit des dépenses stipulées dans le Concordat, et que le gouvernement n'acquitte pas. Ainsi, pour l'entretien des 20,000 églises qu'il y a en Espagne, le gouvernement n'a jamais voulu allouer plus que la somme ridicule de 500.000 francs, lorsqu'il faudrait en réalité 12 millions. La conséquence de cette conduite mesquine et injuste des gouvernements libéraux et conservateurs qui se succèdent en Espagne, c'est que nombre d'églises tombent en ruines peu à peu et finissent par s'effondrer complètement, comme c'est arrivé pour l'église de Penilla de Toro. Chaque fois que les évêques réclament contre un tel état de choses, on répond par la nécessité de faire des économies. Le dernier gouvernement a même osé, en présentant le budget des cultes, annoncer qu'il se propose de réduire, autant que possible, ce budget et d'y introduire toutes les économies qu'il jugera opportunes. Même attitude du gouvernement sur la question de l'observation du dimanche. Lorsqu'on lui demande d'intervenir, il répond qu'il n'a pas ce droit ; or, il est de fait que non seulement il en a le droit, mais même le devoir. En concédant la réduction des jours de fête en Espagne, le Pape a demandé et la couronne a promis que l'on tiendrait la main à l'observation du dimanche. Sur cette question encore, la ligne de conduite des libéraux et des conservateurs est la même. Nous avons donc raison de dire que les deux partis politiques de l'Espagne ne valent guère mieux l'un que l'autre.